

dfi analyse

Au lendemain des élections européennes - [page 1](#)

dfi information

« L'Europe de nos mérites » ? Voyage de jeunes journalistes en mai 2019 - [page 4](#)

Voyage d'étude avec la Fondation Gips-Schüle - [page 6](#)

ON Y VA – dernière édition - huit nouveaux projets - [page 7](#)

Discussion à l'Institut Culturel Franco-Allemand de Tübingen - [page 7](#)

Exercice de démocratie participative - [page 7](#)

Journée franco-allemande pour les professeurs de français à Ludwigsburg - [page 8](#)

Garder la clé de l'amitié franco-allemande - [page 9](#)

Atmosphère idéale pour travailler au calme en toute concentration - [page 10](#)

dfi service

Entre pardon et justice - [page 11](#)

Le charme du Midi - [page 12](#)

Ensemble dans la lutte contre le doryphore - [page 13](#)

Un instrument de l'amitié franco-allemande - [page 14](#)

L'UFA, partenaire d'écoles d'été et d'ateliers de recherche - [page 14](#)

Forum franco-allemand « Allez Hop ! » sur l'entrepreneuriat culturel - [page 14](#)

Gateway to the Arctic 2019 – Perceiving Arctic Change - [page 14](#)

Au lendemain des élections européennes



« Pulse of Europe 2019 » au Gendarmenmarkt à Berlin Source : dfi.

dfi analyse Le dfi a organisé du 5 au 11 mai, à la veille des élections européennes, un voyage pour 15 journalistes français et allemands à Berlin et à Paris (voir article à la page 4).

Bien que le résultat final des élections au Parlement européen ne soit pas encore disponible au moment de boucler cette édition, la vingtaine de rencontres effectuées a permis de dégager une tendance nette : s'il est encore possible d'endiguer l'enlèvement croissant et le lent déclin de l'Union européenne, les eurodéputés comme les responsables politiques des États-membres doivent relever au plus vite une série de défis concernant la légitimité et l'aptitude au travail du Parlement européen (PE). C'est en relevant ces défis que l'Union européenne (UE) dans son ensemble gagnera en stabilité. Cela demande de renoncer aux solutions simples et au bénéfice politique éventuel à court terme. Bien au contraire, cela exige, surtout en France et en Allemagne, que les acteurs politiques aient conscience de leur responsabilité commune envers l'Union européenne. Ils doivent s'orienter vers des objectifs de réforme à long terme et fondamentaux.

Puisque l'UE ne dispose pas jusqu'à présent du même sentiment « diffus » d'acceptation et de légitimité que les citoyens manifestent traditionnellement par exemple vis-à-vis de leurs États-nations, il convient d'accroître la stabilité de l'Union notamment grâce à deux instruments. Les décisions de l'UE doivent satisfaire les standards démocratiques en matière de participation, de transparence, de codécision et de protection des minorités. En même temps, ces décisions doivent démontrer la capacité particulière de l'UE à résoudre des problèmes que les États nationaux sont à l'heure actuelle incapables de traiter.

Au moins quatre défis incombent sur ce plan au nouveau Parlement.

Trouver une majorité au PE : Faire face à des rapports de force plus complexes

Depuis les premières élections directes en 1979, le Parlement a été dominé par une « grande coalition » de sociaux-démocrates et socialistes et de démocrates-chrétiens. Pour une entité démocratique relativement jeune comme l'UE, cette alliance avait tout son sens. Elle garantissait que chaque compromis européen soit fondé sur une

Suite de la page 1

très large majorité et que l'on n'en vienne pas à une configuration où le même groupe aurait toujours été mis en minorité, ce qui aurait conduit inévitablement et très rapidement à des problèmes d'acceptation. Aujourd'hui encore, les décisions européennes nécessitent une large majorité pour être acceptées par la société de chacun des États membres.

Or les derniers sondages laissent présager pour les élections 2019 des rapports de force complexes pour former une majorité. Indépendamment de savoir si le Parti populaire européen (PPE) des chrétiens-démocrates et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) s'assurent à nouveau une (courte) majorité, il deviendra de plus en plus fréquent de voir une alliance dans laquelle les fractions démocratiques pro-européennes au Parlement s'opposent aux adversaires de l'UE de gauche et de droite. Même si ces derniers restent bien loin de recueillir une majorité, un clivage « pour » ou « contre » l'Europe dominera les débats au Parlement, conflit qu'on a déjà pu constater lors de la campagne électorale.

Outre ce « conflit de système », les fractions pro-européennes au PE auront cependant la responsabilité de garantir un débat constructif permettant d'opposer les différentes alternatives politiques possibles dans les domaines où le Parlement européen peut prendre part au processus de décision. Dans la campagne électorale, ces débats étaient bien trop peu développés : quels axes forts les différents camps politiques veulent-ils définir concernant la politique commerciale ? Comment développer la protection du climat et la protection des consommateurs ? Quelles approches alternatives existe-il pour réguler les nouveaux modèles de commerce en ligne ? Quels standards communs voulons-nous instaurer pour la politique énergétique de l'Union européenne ? Quelles règles communes doivent prévaloir pour l'asile et l'immigration ? Voilà quelques-uns des thèmes pour lesquels le PE est compétent et sur lesquels il conviendrait de débattre, sans remettre en question à chaque fois l'existence même de l'UE.

Quel président pour la Commission ?

L'influence du Parlement sur le choix du prochain président de la Commission européenne est directement liée à cette difficulté pour les partis de former une majorité. Grâce à la nomination de « candidats têtes de liste européens », les fameux Spitzenkandidaten, le Parlement a pu s'imposer avec succès en 2014 contre les États membres. Selon le traité, ces derniers proposent certes au Parlement le candidat destiné à être élu à la tête de la Commission, mais il doit cependant obtenir in fine une majorité au Parlement. Ce dernier a profité de cette prévision dans les traités pour politiser et démocratiser la procédure. Après de longues hésitations, la chancelière Angela Merkel



Les participants à « Pulse of Europe ». Source : dfi

a pris elle aussi parti pour l'idée de « candidats têtes de liste ». Avec Manfred Weber, c'est néanmoins un candidat relativement inconnu qui ne dispose d'aucune expérience nationale ou européenne au sein d'un gouvernement qui s'est imposé au sein du PPE comme tête de liste, même s'il jouit de la confiance de la chancelière allemande.

Le Parlement se trouve donc devant un choix difficile. S'il suit sa propre logique et son propre intérêt, un président de la Commission potentiellement faible pourrait parvenir au sommet de l'exécutif européen. Mais dans l'état actuel des choses, l'on peut difficilement imaginer comment il pourrait réussir à s'imposer contre les égoïsmes nationaux, notamment contre les États membres les plus puissants. Le français Michel Barnier, souvent considéré comme une « alternative », qui a été ministre (en France) et commissaire européen et qui a acquis du crédit lors des négociations du Brexit au-delà des frontières des partis, n'a été nommé par aucune des fractions au Parlement européen et ne s'est pas présenté aux élections européennes. S'il était élu président de la Commission par le Parlement sur proposition des chefs d'État et de gouvernement, le modèle du « candidat tête de liste » serait sévèrement com-



Action « Pro Europe » devant le siège du Bundestag. Source : dfi.

promis pour l'avenir, et avec lui un acquis important sur la voie de la démocratisation de l'UE. Une troisième alternative serait le choix de Frans Timmermans, candidat tête de liste des partis socialistes et sociaux-démocrates en Europe. Pour peu que se présente la juste configuration (il devrait être élu à la fois par les sociaux-démocrates, les libéraux et les Verts), Timmermans pourrait tout à fait espérer une majorité au PE. Toujours est-il que sa nomination au Conseil européen, dominé actuellement par des forces conservatrices (des chefs d'État et de gouvernement), ne pourrait se faire que dans un tout qui engloberait d'autres choix importants (notamment à la tête de la Banque centrale européenne et comme Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères).

C'est finalement la candidate de la fraction libérale de l'ALDE (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe), la commissaire danoise à la concurrence européenne Margrethe Vestager, qui pourrait rafler la mise comme candidate surprise. En tant que candidate de compromis, elle pourrait à la fois recueillir l'approbation des chefs d'État et de gouvernement et rassembler autour d'elle une majorité de députés transcendant les partis, devenant ainsi la première femme à la tête de la Commission. Cela signifierait que ni la chancelière Angela Merkel ni le président Emmanuel Macron, ni la fraction qui sera probablement majoritaire au PE, celle des conservateurs du PPE, ne l'emporteraient avec leurs favoris respectifs. La question serait alors de savoir si la nouvelle présidente de la Commission pourrait tout de même compter sur le soutien sans réserve de ces acteurs.

Lire la suite à la page 3

Suite de la page 2

Quoi qu'il en soit, la nouvelle personne à la tête de la Commission européenne devra très rapidement prouver qu'elle dispose de l'autorité nécessaire pour décider les États membres à adopter un agenda de réformes ambitieux qui permette une UE démocratique qui soit en mesure de concevoir des solutions politiques pour les grands défis de notre époque. La nouvelle présidente ou le nouveau président sera dépendant du soutien clair d'une majorité solide au Parlement européen.

Comment gérer le Brexit ?

Les deux défis évoqués jusqu'ici, à savoir la difficulté à former une majorité au PE et les discussions pour le choix d'un président de la Commission vont de pair avec la question de la capacité de l'Union européenne à résoudre des problèmes communs de manière efficace et démocratique. L'autorité et en fin de compte la légitimité de l'UE toute entière dépend fortement du fait de savoir si ces deux dimensions – l'aptitude à résoudre les difficultés et le processus de décision démocratique – sont suffisamment garanties aux yeux d'un public sceptique.

Dans ce contexte, la gestion du Brexit acquiert une importance particulière, après que les chefs d'État et de gouvernement ont décidé en avril de laisser participer les citoyens du Royaume-Uni aux élections européennes. L'attente générale semble être que les eurodéputés élus au Royaume-Uni abandonnent leur mandat européen lorsque leur pays aura quitté l'UE. Cette proposition met le Parlement européen dans une situation délicate. Les eurodéputés sont des représentants librement élus par les citoyens européens et dans cette mesure ne sont aucunement contraints de renoncer à leur mandat. En même temps, il semble paradoxal que ces députés « sur siège éjectable » puissent avoir voix au chapitre concernant des décisions dont les conséquences ne les concerneront plus. Comment faire par exemple si le parti conservateur du PPE avait besoin des voix de leurs membres du Royaume-Uni pour élire Manfred Weber comme président de la Commission – et que les députés britanniques du PPE doivent quitter le Parlement l'année suivante ?

Même si le Parlement européen n'est pas lui-même responsable de cette situation, il semble en l'état actuel des choses difficile de trouver une solution qui ne nuise pas à son autorité et à sa légitimité. Il devra réfléchir très vite pour savoir comment agir avec les députés britanniques, élus seulement sous réserve.

Responsabilité franco-allemande pour l'avenir de l'UE

Cela nous mène au dernier point, celui de la responsabilité particulière des deux États fondateurs que sont l'Allemagne et la France pour



Affiche électorale du parti die Linke pour les élections européennes. Source : dfi.

assurer la pérennité de l'Union européenne. Le couple franco-allemand renvoie actuellement une image contradictoire. Les espoirs d'une nouvelle dynamique européenne liés à l'élection d'Emmanuel Macron ne se sont jusqu'ici pas concrétisés – ce à quoi a fortement contribué l'attitude d'attente des responsables allemands, qui a duré avant de céder la place à l'hésitation et finalement à un refus sec. Depuis le développement bilatéral étonnant qui a mené au nouveau traité de coopération (traité d'Aix-la-Chapelle) ainsi qu'à un accord parlementaire totalement inédit, l'élan est retombé et il ne demeure aujourd'hui aucune impulsion en faveur de l'Union européenne. Ces derniers temps, des responsables politiques de tous les partis en France ont réagi avec de plus en plus d'agacement et d'incompréhension aux attermoissements allemands.

Or les débats n'abordent souvent pas ce sujet dans toute sa dimension. La coexistence de différentes conceptions sur l'avenir de l'Union européenne en France et en Allemagne n'a rien d'inhabituel. Au contraire, le fait qu'il existe différentes positions initiales a souvent même constitué la condition préalable à ce qu'un compromis franco-allemand puisse finalement être aussi partagé par tous les autres États membres, en faisant en sorte qu'ils se rapprochent de la position « allemande » ou « française ». La condition préalable à cette sorte de « compromis par remplaçants » était et reste cependant que la France et l'Allemagne formulent finalement des propositions sur l'avenir de l'UE et cherchent un rapprochement par-delà leurs conceptions propres. Tout particulièrement au regard du débat allemand,

l'on a l'impression que de nombreux responsables politiques se satisfont du fragile statu quo. Dans ce cadre, l'Allemagne peut souvent faire prévaloir ses intérêts à court terme, dans différentes configurations politiques.

Mais l'on a encore rien dit de la pérennité de l'Union européenne. Sa stabilité à long terme dépend d'une part de la capacité à aborder en commun des problèmes qu'un État membre ne peut résoudre à lui seul. C'est là ce qu'Emmanuel Macron désignait comme « souveraineté européenne », cette faculté d'agir politiquement au-delà même des frontières des États nationaux. L'assentiment durable à de telles solutions politiques ne pourra être obtenu que si celles-ci se montrent efficaces au regard des problèmes existants. D'autre part, tous les acteurs concernés (citoyens et États membres) doivent avoir

l'impression qu'ils prennent part à la prise de décision par un processus démocratique et que l'UE ne sert pas à ce qu'un État membre puisse imposer ses propres intérêts à tout le continent.

Dans cette logique, la France et l'Allemagne sont investies d'une responsabilité toute particulière. Celle-ci trouve bien sûr son origine dans les conflits franco-allemands passés et leur apaisement dans le cadre de l'intégration européenne et de la coopération franco-allemande. En même temps, les grandes différences structurelles qui persistent entre les deux États aujourd'hui encore conduisent très souvent à des positionnements divergents. Pour parvenir malgré tout à des compromis solides, il faut des propositions courageuses et sur le long terme, qui acceptent l'idée qu'une poursuite du statu quo n'est possible qu'à condition de reconnaître fondamentalement la légitimité de la position adverse. En commençant par accepter la validité par principe des positions « étrangères », l'on peut ensuite développer à son tour des propositions qui pourront faire consensus. Exercer le « leadership politique » en Europe signifie par conséquent développer précisément de telles propositions tout d'abord auprès des électeurs de son propre pays, mais aussi rechercher activement l'assentiment des autres États membres de l'UE. Si l'Allemagne veut être à la hauteur de ses propres attentes en Europe, il est grand temps, après les élections européennes, de formuler enfin des propositions dans ce sens. L'étroite concertation avec la France constituera là une condition préalable pour aboutir finalement à un compromis que puisse soutenir tous les États membres ainsi que le Parlement européen.

Stefan Seidendorf ► seidendorf@dfi.de

« L'Europe de nos mérites » ? Voyage de jeunes journalistes en mai 2019



Le groupe de journalistes dans la Willy-Brandt-Haus, siège du SPD. Source : dfi.

Le dfi a organisé du 5 au 11 mai 2019, en coopération avec le bureau parisien de la Fondation Heinrich Böll, un voyage à destination de Berlin et de Paris réunissant 15 journalistes français et allemands. L'objectif était double : d'une part, établir des contacts directs avec des candidats de premier plan à quelques jours des élections européennes, et d'autre part, faire entrer les participants de plain-pied dans la campagne électorale des européennes, comme elle se déroule dans chacun des deux pays.

Que ressort-il de ce voyage, durant lequel le groupe a pu s'entretenir à Berlin et à Paris avec dix personnalités politiques, quatre experts et universitaires, cinq représentants de la société civile, mais aussi échanger avec trois correspondantes de quotidiens régionaux et nationaux et enquêter sur la campagne des militants au plus près des électeurs dans les deux pays ?



(de g. à dr.) Annegret Kramp-Karrenbauer discutant avec Sabine Gusbeth (magazine économique *Euro*) et Stefan Seidendorf (dfi). Source : dfi.

Campagne électorale des européennes et public européen de la campagne

Toutes proportions gardées, les résultats de ces observations ont de quoi refroidir, mais ils renseignent en même temps utilement sur la manière dont est abordé lors de cette campagne le thème de l'Europe dans les deux pays visités et sur l'importance des élections européennes dans le contexte national de chacun des deux pays. Les élections imminentes ont été présentées par toutes les formations politiques rencontrées comme « un vote lourd de conséquences » pour l'Europe et comme un « moment décisif » du processus d'intégration. Si elles ont été présentées comme un drame en train de se jouer, l'on notera en revanche le fait que la campagne électorale a été lente à s'amorcer dans les deux pays et qu'elle a commencé de manière extrêmement hésitante.

Les raisons que l'on a données à cela concernant la France tiennent à la persistance du mouvement de contestation des Gilets jaunes et à l'organisation du grand débat, phénomènes qui ont soi-disant accaparé toute l'attention de la classe politique. A cela s'ajoute l'incendie tragique qui a ravagé la cathédrale Notre-Dame de Paris dans la nuit du 15 au 16 avril. La campagne électorale a de fait débuté précisément le 9 mai, deux semaines seulement avant les élections européennes.

En Allemagne, pour expliquer la lenteur de la mise en route de la campagne, l'on a invoqué cette fois l'importance des élections municipales et des élections au Landtag (à Brême) qui se déroulent

au même moment, mais aussi le désintérêt général de la population pour « l'Europe », ainsi que l'ampleur et la difficulté à rendre compte de l'importance du thème et à mobiliser l'électorat.

« Pour ou contre l'Union européenne ? »

En France tout particulièrement, mais aussi en Allemagne, cette triple dynamique du « vote fatidique », de la complexité de la thématique et d'un calendrier resserré conduit à une campagne électorale dominée par la question « pour ou contre l'Union européenne ». Cette alternative est brandie tant par le parti présidentiel La République en marche et sa liste Renaissance, qui se posent en fervents partisans de l'Europe, que – pour des raisons opposées – par les anti-européens et les eurosceptiques des principaux partis d'opposition que sont le Rassemblement national (parti de Marine Le Pen) et La France insoumise (des populistes de gauche réunis autour de Jean-Luc Mélenchon).

Les conséquences de cette mobilisation sont bien évidemment catastrophiques. Dans le camp du parti présidentiel, elle conduit à l'absence apparente d'alternative aux propositions de La République en Marche. Le principe selon lequel « celui qui n'est pas pour nous est contre l'Europe » mène à ce qu'une discussion sur les



Stefan Seidendorf (dfi), Ellen Ueberschär (présidente de la fondation Heinrich-Böll), Jens Althoff (directeur du bureau de la fondation Heinrich-Böll à Paris). Source : dfi.

différentes alternatives politiques qui devraient être mises en œuvre dans le cadre du travail du Parlement européen ne peut même pas avoir lieu. De l'autre côté du spectre politique, les eurosceptiques remettent en question l'existence globale de l'UE, ce sur quoi le Parlement européen n'aura certes pas à se prononcer, mais qui peut cependant être parfaitement mis à profit pour mobiliser les électeurs afin, entre autres, de punir par les

Suite de la page 4

urnes le président Macron, impopulaire dans de larges franges de la société.

L'« espace public européen », qui s'oriente bien au-delà de la France en fonction de cette ligne de conflit (on la retrouve dans la plupart des pays membres de l'UE), est ainsi réduit à une fausse dichotomie. Les partis pro-européens regrettent certes cette situation, mais il n'y a que les formations les plus modestes qui tentent véritablement d'introduire dans la campagne électorale des thèmes qui pourraient devenir une priorité au Parlement européen.

Conséquences sur les relations franco-allemandes

Un autre élément mis en lumière par le voyage concerne la relation franco-allemande. Après la dynamique surprenante qui a conduit au traité d'Aix-la-Chapelle et à l'accord parlementaire, les convergences ont semblé s'arrêter là pour l'instant. En Allemagne, les journalistes présents lors du voyage n'ont pas manqué de remarquer notamment l'absence de toute vision européenne qui aurait pu embrayer sur les propositions et idées françaises. La politique allemande a ainsi diffusé l'image de soi qu'elle tente précisément d'éviter de donner en Europe : celle de « l'État membre le plus puissant », satisfait de lui-même et profitant du statu quo, qui ne se sent plus vraiment investi de la mission d'approfondir la construction de l'UE.

Par ailleurs, l'impatience grandit en France et gagne tous les camps politiques, tandis que l'incompréhension à l'égard de la politique allemande est clairement perceptible. La réaction au mécontentement allemand manifeste de continuer à travailler avec la France, au-delà de la politique des affaires courantes, à la mise en œuvre de l'intégration européenne, a conduit à différentes réactions.

D'un côté, l'on assiste à l'occultation dans les débats de la campagne électorale de ce qui fait la



Birgit Raddatz (MDR) et David Kopp (MDR) en interview avec Gunther Krichbaum (CDU). Source : dfi.

complexité des relations européennes et internationales et à une forte préoccupation pour des thèmes comme « l'identité nationale », « les racines », « l'héritage judéo-chrétien », qui n'ont tous qu'un lien très indirect avec les élections européennes et les décisions que le nouveau Parlement aura à prendre.

D'un autre côté, l'on trouve de plus en plus de voix à gauche comme à droite qui s'expriment en faveur d'un mode d'action plus offensif et d'une confrontation directe avec l'Allemagne. Lors de notre voyage, nous n'avons que rarement croisé le répertoire argumentatif du chauvinisme et du nationalisme, allant de pair avec une germanophobie délibérée. Mais nous avons régulièrement rencontré l'argument selon lequel un sentiment de désespoir croissant se propage précisément dans les couches les moins favorisées en France mais aussi dans toute l'Europe du Sud, sentiment

qui va de pair avec une précarisation croissante. Là où ce désespoir coïncide avec l'Allemagne, cela peut mener à des évolutions politiques qui échapperont aux forces politiques établies dans le cadre actuel.

Certains participants au voyage ont fait le lien avec le fameux article de Joseph Rovin publié en 1945, « L'Allemagne de nos mérites », dans lequel l'auteur engageait la politique et la société française, dans leur propre intérêt, à repenser leur position vis-à-vis de l'Allemagne et à prendre en considération la réalité du pays au sortir de la guerre. Après ce voyage dans la campagne électorale des européennes à Berlin et à Paris, l'Allemagne devrait reprendre à son compte cette idée sous le titre « l'Europe de nos mérites »...

Stefan Seidendorf ► seidendorf@dfi.de



Stefan Seidendorf (dfi) et Martial Foucault, directeur de recherche à Science Po Paris. Source : dfi.



Les journalistes participants, Stefan Seidendorf (dfi) et Fabienne Keller, Sénatrice du Bas-Rhin. Source : dfi.



Geoffroy Didier, directeur de campagne des Républicains en interview. Source : dfi.

Voyage d'étude avec la Fondation Gips-Schüle

Convaincue que l'Europe nous concerne tous, la fondation Gips-Schüle a pour la première fois proposé un séminaire européen destiné à des étudiants titulaires d'une bourse de sa part. Le but du voyage était de traiter de l'actualité des partenaires européens les plus importants de l'Allemagne.

En raison de la dynamique pro-européenne représentée par Emmanuel Macron, la France a été la destination de ce voyage. Dix étudiants du Bade-Wurtemberg ont ainsi pu partir à Paris du 24 au 30 mars 2019 lors d'un voyage d'étude organisé par l'Institut-Franco-Allemand et rencontrer des personnalités de haut rang, issus de différents secteurs : politique, économique, social, environnemental, scientifique ...

À travers ces rencontres, ils ont pu avoir un aperçu global de la situation actuelle en France. En plus de celles-ci, une visite de l'Assemblée nationale et du Sénat était prévue ainsi qu'une excursion au sud de Paris, dans la célèbre École des Hautes Études Commerciales (HEC), puis à Fontainebleau.

Les étudiants se sont montrés enthousiastes, intéressés et satisfaits du voyage. Issus de différentes filières, ils ont notamment apprécié la diversité des thèmes abordés, le fait de pouvoir découvrir des secteurs autres que celui des leurs études ainsi que la possibilité d'approfondir leurs connaissances sur la France et sa société.

Suite à ce séminaire organisé avec succès, la coopération entre l'Institut Franco-Allemand et la Fondation Gips-Schüle se poursuivra dans les années à venir avec de nouveaux voyages d'étude dans d'autres pays européens, partenaires de l'Allemagne.

Mathilde Dujardin ▶ dujardin@dfi.de



Quelques participants devant le château de Fontainebleau. Source : dfi.



Les participants avec la Sénatrice Françoise Gatel. Source : dfi.



Campus de Start-Ups, « Station F ». Source : dfi.

Agenda

Du 10 au 14 juin 2019

Séminaire pour journalistes français, allemands, italiens et polonais, Berlin et Wrocław.

18 juin 2019

Atelier du projet INTERREG SDTGR, Sarrebruck.

28/ 29 juin 2019

XXXV^{ème} Conférence annuelle du dfi : Coopération franco-allemande 2.0 – Potentiels et perspectives de réalisation du Traité d'Aix-La-Chapelle et de l'Accord parlementaire franco-allemand, Ludwigsburg.

Si vous souhaitez vous désabonner de notre lettre, veuillez cliquer sur ce lien .

▶ http://www.dfi.de/storno_fr

ON Y VA – dernière édition - huit nouveaux projets

Du 2 au 15 avril, les internautes ont pu voter en ligne afin de décider quels nouveaux projets seraient subventionnés par « On y va – auf geht's – let's go ! ».

Pour la dernière édition du programme, cette subvention sera accordée à huit projets au lieu de six étant donné que deux projets antérieurs ont malheureusement dû annuler leur projet.

Plus de 7 000 personnes d'une soixantaine de pays (selon les indications faites par les participants) ont participé au vote. En donnant leurs voix à leurs trois projets préférés, ils ont déterminé lesquels recevraient une subvention d'un montant maximum de 5 000€ parmi les 34 en lice.

Voici les 8 projets :

- ❑ « Villes vertes et sociales - dialogue autour des jardins partagés dans l'espace publique » (France, Allemagne, Pologne)
- ❑ « Papa, Maman derrière les barreaux, Comment je peux faire pour m'y retrouver? » (Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas)
- ❑ « Vivre l'Europe créative » (Allemagne, France, Roumanie)



Photo de candidature du projet « Macht unsere Städte grün und sozial ».

Source : himmelbeet gGmbH.

- ❑ « TRINAORCHESTRA 2019 90 jeunes-3 écoles de musique-3 villes-3 pays... 1 orchestre » (Allemagne, France, Hongrie)
- ❑ « Triangle Orchestra – Musique yiddish entre Paris, Łódź et Weimar » (Allemagne, France, Pologne)
- ❑ « Vive l'artisanat! Projet-pilote pour l'échange des jeunes artisans entre trois régions européennes dans l'Allemagne, la France et l'Italie »
- ❑ « Une roulotte pour ralentir nos vies : un service à domicile pour partager l'essentiel » (France, Allemagne, Royaume-Uni)



Photo de candidature du projet « Triangle Orchestra ». Source : Shendl Copitman.

- ❑ « Jeunes européens et solidaires » (France, Allemagne, Roumanie, Burkina Faso)

Les résultats détaillés du vote ainsi que la description des projets subventionnés se trouvent sur le site du programme :

► <https://www.on-y-va-ensemble.eu/voter.html>

Bénédicte King ► ideenwettbewerb@dfi.de

Discussion à l'Institut Culturel Franco-Allemand de Tübingen

Les manifestations des Gilets Jaunes en France ont suscité de nombreux questionnements en Allemagne également. Est-ce qu'un mouvement de cette sorte serait possible chez les Allemands? Est-ce que les conditions de vie qui sont à l'origine de cette indignation sont données en Allemagne? Ou est-ce que les Français sont plus enclin à la révolte que leurs cousins germains ?

Georg Blume, correspondant de l'hebdomadaire ZEIT à Paris, a essayé de trouver des réponses en dialoguant avec Frank Baasner, directeur de l'Institut Franco-Allemand de Ludwigsburg. Avec un regard empathique, Blume a décrit les conditions de vie de ces Français qui, avec des salaires bas, ont du mal à arriver à la fin du mois, tout en travaillant avec engagement. Le débat qui a suivi les échanges sur le podium, a montré une fois de plus que Tübingen peut compter sur un public fort averti sur l'actualité en France.

Frank Baasner ► baasner@dfi.de

Exercice de démocratie participative

Le président de la République, Emmanuel Macron, avait invité les partenaires européens à organiser des dialogues citoyens autour du futur de l'UE. Très peu de pays, hormis la France, ont participé à cet exercice de démocratie participative.

Le gouvernement allemand a largement ignoré, certes amicalement, cette initiative, seulement quelques rares débats ont eu lieu. Le député des Français de l'étranger résidant en Allemagne, Frédéric Petit (LREM) a voulu offrir à ses compatriotes la possibilité de débattre ensemble. En partenariat avec le député du Bundestag, Michael Link (FDP) il a invité, le 16 avril, à Heilbronn à parler des défis et alternatives en vue des élections européennes.

Frank Baasner, directeur du dfi, était l'animateur des échanges.

Frank Baasner ► baasner@dfi.de



Michael Link (FDP) et Frédéric Petit (LaREM).

Source : dfi.



Frédéric Petit (LaREM), Frank Baasner (dfi) et Michael Link (FDP). Source : dfi.

Journée franco-allemande pour les professeurs de français à Ludwigsburg

Le 29 mars 2019, la PH Ludwigsburg a accueilli une journée franco-allemande pour les professeurs de français sur le thème de la francophonie, une manifestation organisée en commun par l'Institut franco-allemand, l'Institut Français de Stuttgart et la *Pädagogische Hochschule* de Ludwigsburg.

Peter Kirchner, vice-recteur pour les études, l'enseignement et la formation continue de la PH, a tout d'abord salué les participants, environ 70, dans les locaux de la PH et en a profité pour rappeler la coopération qui a vu le jour en 2011 entre le département de français de la PH et l'Université de Stuttgart. Dans le cadre du Professional School of Education pour une formation continue des enseignants, les étudiants des deux universités peuvent par exemple suivre des cours dans les deux établissements.

Catherine Veber, Consule Générale et directrice de l'Institut Français de Stuttgart, a souligné dans son allocution l'importance croissante de la francophonie. En effet, le nombre de personnes dont le français est la langue maternelle va passer de 300 millions aujourd'hui à 750 millions d'ici 2050, ce qui rendra nécessaire l'intensification des efforts politiques et culturels en faveur de la langue française. Elle a poursuivi en remerciant les professeurs présents pour leur engagement depuis déjà de longues années dans la diffusion de la langue française. Martin Villinger, du dfi, a pour sa part insisté dans son mot de bienvenue sur le fait que la Journée des professeurs de français 2019 était la dixième que le dfi et l'Institut Français de Stuttgart organisaient conjointement, en variant les lieux, et la seconde organisée en trio avec la PH de Ludwigsburg, après l'édition 2014.

Claudia Häberlein, du ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Bade-Wurtemberg, a attiré quant à elle l'attention sur la célébration de deux anniversaires franco-allemands particuliers, en lien avec l'école : il y a 50 ans, en 1969, la première section bilingue franco-allemande en Allemagne était fondée au Hegau-Gymnasium de Singen, tandis que le Abibac fêtera en 2019 son 25^{ème} anniversaire. Par ailleurs, elle a exprimé sa satisfaction devant le fait que l'on dénombre désormais environ 150 lycées dans le Bade-Wurtemberg participant au projet pilote DELF scolaire B1, que le ministère mène en collaboration avec l'Institut Français. Ainsi, cela permet d'aider non seulement les élèves les plus doués en langues ou les plus performants sur le plan scolaire mais également ceux qui suivent les cours de français ordinaires.

La conférence plénière qui a suivi était assurée par Bernard Magnier, directeur de la série « Afriques » aux éditions Actes Sud et portait sur la littérature



Bernard Magnier présente la littérature francophone de l'Afrique sub-saharienne.

Source : Heiner Wittmann.

francophone d'Afrique subsaharienne. Il a fait référence à plusieurs reprises au « Panorama des littératures francophones d'Afrique » qu'il a rédigé à la demande de l'Institut Français. Dans cet ouvrage, il a réuni 250 œuvres littéraires (poèmes, romans, nouvelles, pièces de théâtre...) de 150 auteurs africains de langue française parues entre les années 30 et 2012, et les a classées selon sept critères thématiques comme par exemple « Histoires d'enfants, de femmes et de familles » ou bien « Les Traces de l'Histoire ». Ce panorama se veut une invitation à lire ces œuvres et à manifester de la curiosité pour les pays d'où viennent leurs auteurs.



Markus Buschhaus expose sa conception de l'apprentissage interculturel en s'appuyant sur des photos d'Omar Victor Diop. Source : dfi.

Les participants ont pu par la suite participer en petits groupes à deux ateliers parmi les quatre proposés :

Martin Villinger a retracé en s'appuyant sur des documents iconographiques, des statistiques et des caricatures l'évolution de l'immigration en France de la fin du 19^{ème} siècle jusqu'à nos jours et a montré comment les communautés d'immigrés entretiennent leur culture et leur langue commune et se soutiennent mutuellement pour assurer leur intégration sociale et économique. Quels sont les problèmes actuels dans l'intégration des minorités, comment le gouvernement français tente-t-il d'améliorer la situation et quels débats publics sont menés actuellement en France autour du thème des migrations, telles sont les questions

qu'il a abordées dans la seconde partie de son intervention.

Dans l'atelier « Les images de l'autre ? », Markus Busch a montré tout l'intérêt qu'il y a à transmettre aux élèves l'image d'une Afrique moderne, qui soit fière de son art et de sa culture et qui s'efforce toujours davantage de les préserver et de les transmettre. Pour cela, il a eu recours aux photos de l'artiste sénégalais Omar Victor Diop, qui montrent une palette des différentes conditions de vie de nombreux Africains aujourd'hui. Comment introduire le thème de la francophonie en classe à l'aide d'une bande dessinée ? Marc Blancher s'est attaché à cette problématique en prenant l'exemple de l'album 77 de Lucky Luke intitulé La Belle Province (en allemand, Schikane in Quebec). Dans ce premier album de la série paru en 2004 après la mort du dessinateur Morris, le père de Lucky Luke, le cow-boy qui tire plus vite que son ombre se rend au Québec où il découvre de nombreuses expressions qu'il ignorait, comme par exemple « tire-toi une bûche » pour « prends-toi une chaise » ou bien « tanker le char » pour « faire le plein ».

Les origines, la situation actuelle et la présentation de la francophonie en cours constituaient le thème du quatrième atelier. Ses origines, selon Georges Leyenberger de l'Institut Français à Stuttgart, remontent à la diffusion de la langue française comme moyen d'établir la Troisième République dans les colonies. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale qu'elle a été considérée comme une possibilité d'enrichissement culturel réciproque et un moyen de favoriser la coopération entre les pays. L'écrivain et premier président du Sénégal Léopold Sédar Senghor l'a finalement définie en 1962 comme « un humanisme intégral qui se tisse autour de la terre ». Aujourd'hui, elle est perçue, comme le disait Emmanuel Macron dans le discours qu'il a tenu lors du XVII^e Sommet de la Francophonie en 2018 à Erewan, comme un réseau qui n'a pas de centre. Dans la seconde partie, Jürgen Mertens de la PH Ludwigsburg a montré à travers différents exemples comment est abordée la francophonie dans les manuels scolaires et a engagé les enseignants à laisser les élèves poursuivre leur exploration de la manière la plus indépendante possible.

Durant les pauses, les professeurs ont pu glaner des informations aux stands du dfi, de l'Institut Français et des éditions Klett, Cornelsen et Reclam. Ces trois éditeurs apportent leur soutien financier à cette Journée franco-allemande depuis de nombreuses années et ont ainsi contribué à faire d'elle un rendez-vous fixe du calendrier scolaire de nombreux professeurs de français. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

Martin Villinger

► villinger@dfi.de

Garder la clé de l'amitié franco-allemande

Naissance d'une exposition sur les rapports franco-allemands et l'Europe par des élèves du lycée Elsa-Brändström (Munich)

Pendant leur préparation à l'épreuve de français du baccalauréat 2018/2019, les élèves du lycée Elsa-Brändström ont eu la chance d'aborder le thème des rapports franco-allemands et de l'Europe en étroite liaison avec le dfi.

Frank Baasner, directeur du dfi, a tout d'abord présenté l'histoire des rapports franco-allemands et le rôle de cet institut de recherche dans notre lycée en novembre 2017. Puis, ses collaborateurs ont eu l'amabilité d'accueillir, deux jours durant, ce même groupe d'élèves à Ludwigsburg ce qui lui a permis de perfectionner ses connaissances historiques et interculturelles en juillet 2018.

Les élèves se sont montrés intéressés parce qu'ils ont eu, selon leurs propres dires, le sentiment de mieux saisir le passé et le présent grâce à ce voyage d'études. S'initier à l'histoire, non seulement par des sources écrites mais aussi sur le terrain, là où Charles de Gaulle avait tenu son discours à la jeunesse allemande en 1962, cela représentait indubitablement à leurs yeux une approche enrichissante.



Nos jeunes spécialistes devant leur arbre de l'amitié franco-allemand. Source : Karine Weinberg.



Coin lecture franco-allemand. Source : Karine Weinberg.

En outre, le groupe d'élèves a rapidement exprimé le souhait de transmettre tout son savoir au sein du lycée et l'idée d'organiser une exposition est née. Les lycéens se sont alors penchés sur le catalogue « ennemi & ami héréditaire, les relations franco-allemandes entre 1870 et 1945 à travers la littérature contemporaine », puis ils ont installé les tableaux de l'exposition dans la bibliothèque du lycée. Un coin lecture franco-allemand fut également aménagé pour nos jeunes lecteurs.

Les clichés ont toujours influencé la vision que l'on pouvait se faire de son voisin d'outre-Rhin. Pour sensibiliser les élèves à cette problématique, des éléments « typiques » n'ont pas man-

qué au décors de l'exposition: des caricatures d'époque et une « Française » avec sa baguette sous le bras. Dans cet espace très studieux, on se devait de faire preuve d'une pointe d'humour ! Un moyen aussi de sous-entendre qu'un peu de recul est nécessaire si l'on souhaite se comprendre mutuellement. Les affiches franco-allemandes de l'OFAJ, quant à elles, étaient censées remémorer tout le chemin déjà parcouru pour consolider la compréhension entre nos deux pays. Parmi les tentatives de rapprochement entre la France et l'Allemagne, les élèves ont aussi voulu mettre les jumelages à l'honneur. Planter un arbre lors de leurs inaugurations est devenu une telle tradition qu'ils ont donc choisi d'en faire « pousser » un dans la bibliothèque.

Aux tableaux de l'exposition « ennemi & ami héréditaire, les relations franco-allemandes entre 1870 et 1945 à travers la littérature contemporaine » sont venus s'ajouter divers travaux des lycéens sur les relations franco-allemandes jusqu'à nos jours. La thématique fut ainsi élargie par une présentation des grands couples franco-allemands. Des cartes mentales sur l'Europe, son rôle et ses défis furent, de surcroît, mis en valeur à la fin de l'exposition comme l'exigeait la chronologie. Inéluctablement s'est posée la question de savoir comment faciliter la compréhension des très jeunes élèves face à ce genre d'exposition.



Q11 français au dfi à Ludwigsburg. Source : dfi.

Des questionnaires ludiques furent donc élaborés et proposés selon trois niveaux de connaissance. Au terme du projet, 166 élèves ont répondu avec bravoure aux quiz sur l'exposition franco-allemande. Ils sont repartis avec leur diplôme de spécialiste en poche et un porte-clef de la Tour Eiffel ... celui-ci étant devenu indispensable pour conserver cette clef de l'amitié franco-allemande qu'ils ont su trouver!!

Karine Nathalie Weinberg info@dfi.de

Atmosphère idéale pour travailler au calme en toute concentration

Du 13 au 16 mai 2019, neuf étudiants et étudiantes de l'Université de Sarrebruck étaient invités à la Frankreich-Bibliothek pour travailler sur des thèmes en lien avec les élections européennes et les relations franco-allemandes. Ils étaient accompagnés par leurs professeurs Mechthild Gilzmer et Dietmar Hüser.



Le groupe de Sarrebruck devant l'entrée de la Frankreich-Bibliothek. Source : dfi.



Carla Jänicke, étudiante pour devenir professeur de français et de mathématiques :

« Dans mon travail, je souhaite comparer les réactions à la lettre d'Emmanuel Macron aux citoyens européens et à la réponse de la présidente de la CDU Annegret Kramp-Karrenbauer dans la presse allemande et française. Des deux côtés, le message d'Emmanuel Macron a été accueilli de manière largement positive par la presse de gauche comme de droite, et la triade « Liberté, Protection, Progrès » a toujours été reprise par les journalistes. Je n'ai malheureusement pas encore réussi à étudier également les articles concernant la réponse d'Annegret Kramp-Karrenbauer, il faudra que je le fasse en rentrant à Sarrebruck. C'était formidable de trouver ici une collection si vaste de documents. L'atmosphère de la Frankreich-Bibliothek est idéale pour travailler au calme et en toute concentration. »



Sarah May, étudiante en licence de Sciences humaines et sociales orientées Histoire et en British and American Cultural Studies :

« L'objectif de mes recherches était de déterminer, en cherchant dans la documentation de presse, s'il existait lors des premières élections au Parlement européen en France, et si oui sous quelle forme, un discours critique considérant d'un mauvais œil l'importance croissante du Parlement européen et de l'UE dans son ensemble. Ce faisant, j'ai remarqué qu'il y a 40 ans déjà, des craintes semblables à celles d'aujourd'hui s'étaient exprimées durant la campagne, à l'idée d'être à la merci d'influences extérieures indésirables dues au transfert de compétences. C'est la raison pour laquelle, en 1979, le Front National a appelé à l'abstention pour les élections européennes et n'a pas lui-même présenté de candidat. Ce sont les représentants souverainistes des gaullistes et des communistes qui ont alors repris à sa place le rôle d'attiser l'euroscpticisme dans la campagne par des propos simplificateurs. Le dossier sur ce thème était très fourni, c'est pourquoi j'ai concentré mes recherches sur des articles tirés du Monde, du Figaro et de L'Humanité. »



Philipp Didion, étudiant pour devenir enseignant de français et d'histoire :

« Dans mon mémoire, j'explore la question de savoir si le rapprochement franco-allemand s'est opéré après la Seconde Guerre mondiale dans le milieu du football, et de quelle manière. Les « relations footballistiques » se sont développées parallèlement aux relations politiques, et le premier

match amical entre les équipes nationales de France et de République fédérale d'Allemagne ont déjà eu lieu à Paris en 1952. A cette époque, l'on a cependant encore renoncé à jouer l'hymne national. En effectuant des recherches dans les archives du ministère des Affaires étrangères en France, j'ai constaté qu'à l'époque, l'on a ordonné à la presse de mettre au premier plan dans ses compte-rendus l'idée de réconciliation, ce que les médias imprimés ont aussitôt fait. Dans leurs reportages sur les rencontres sportives franco-allemandes sur les terrains de football, les journalistes ont en outre, jusqu'au traité de l'Elysée, toujours souligné le fair-play des joueurs et du public. Par la suite, lorsque les relations ont poursuivi leur processus de normalisation, la vision du football s'est également « dépolitisée » et normalisée. Jusqu'à l'été 1982, lorsqu'après la nuit de Séville, durant laquelle l'équipe de RFA a affronté la France en demi-finale de la coupe du monde, le vieux cliché de l'ennemi a à nouveau refait surface du côté français en un rien de temps... »



Scott Kutting, étudiant en master d'histoire :

« Comment les désaccords autour de la candidature de Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission européenne ont-ils été commentés dans la presse allemande et française ? C'est cette question que j'aimerais creuser dans la dissertation que je rédigerai suite à mon séjour à la Frankreich-Bibliothek. Ici à Ludwigsburg, j'ai constitué un corpus d'environ 50 articles de presse allemands et français, qu'il me reste à analyser. Le fait qu'en 2014 les différents groupes parlementaires aient présenté pour la première fois des candidats têtes de liste s'est soldé par un succès, probablement aussi parce que Jean-Claude Juncker et son opposant Martin Schulz étaient déjà auparavant des hommes politiques expérimentés. L'objectif de mettre au premier plan des questions de contenu en personnalisant la campagne n'a qu'en partie fonctionné. En outre, des questions fondamentales sur l'Union européenne, qui n'ont à vrai dire pas grande chose à voir avec les problèmes du quotidien des électeurs, ont à mon sens été trop mis sur le devant de la scène durant cette campagne. »

Entre pardon et justice

Rapprochement franco-allemand après 1945

Comment traiter le passé lorsque la guerre a laissé tant de peine et de peur entre un pays et son voisin ? C'est exactement cette question que se pose Marcel Rivier, le personnage principal du nouveau roman de François Darracq, qui se joue dans la phase de rapprochement entre l'Allemagne et la France seulement quelques années après la Seconde Guerre mondiale.

Le roman historique *Les griffes du passé* se déroule huit ans après la capitulation de l'Allemagne nazie dans la ville fictive de Saint-Victor en France et raconte les relations de cette dernière avec la ville fictive de Riedefeld en Bavière. Le roman est inspiré de témoignages issus du jumelage entre Ettlingen (vallée du Rhin) et Epernay (Champagne), né en 1953 et qui existe encore aujourd'hui.

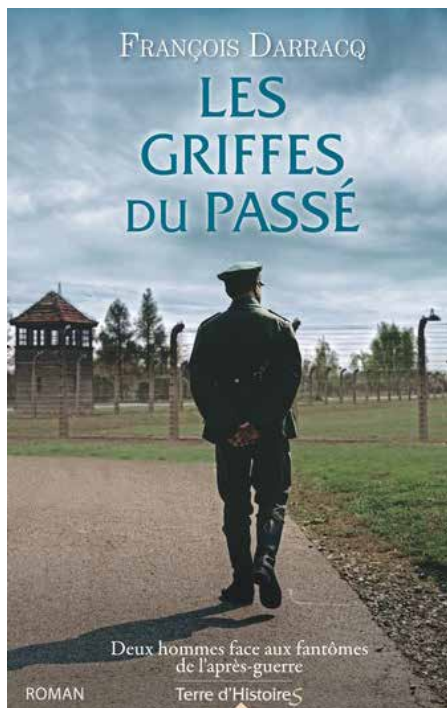
Synopsis

Marcel, ancien détenu du camp de travail de Buchenwald, se voit confronté à son passé lorsqu'il croit reconnaître un ancien officier SS dans le cadre d'une visite d'une délégation de la ville de Riedefeld. L'officier Sigmar Kluge devient pour Marcel un symbole de l'époque nazie et du traumatisme, du choc entre mémoire et réconciliation. Le personnage principal tombe dans un tiraillement intérieur entre pardon et désir de justice contre ceux qui ont détruit sa vie mais aussi celle de milliers d'autres.

« Il [Marcel] se frotte le visage avec énergie, dans l'espoir d'échapper encore au traquenard que lui tend sa mémoire. Sigmar Kluge. Quelle ressemblance possible entre ce monsieur en complet-veston et le sadique en uniforme? [...] Le panique le gagne. [...] Durant les heures qui suivent, il se tourne et se retourne sur son lit trop chaud [...] jusqu'au petit matin, il espère que l'étourdissement de ses cogitations ténébreuses va finir. »

Mais comment faire avec un pareil fardeau ? Peut-on échapper aux « griffes » du passé ? Et comment se comportera la jeune génération ? La fille de Marcel, Claudine, tombe justement amoureuse d'Adi, le fils de Sigmar Kluge. L'histoire d'amour qui naît entre les deux personnages montre à Marcel comment le rapprochement des deux peuples peut se dérouler en dehors du contexte de la guerre et sans partialité.

« Il [Rivier] prend conscience pour la première fois que ce jumelage échappe déjà à sa génération au profit de la leur [celle de sa fille], et qu'il en ira certainement mieux ainsi. »



Critique du livre de François Darracq « *Les griffes du passé* », City Edition, 17,50€, ISBN 2824614331

Dans un mélange de monologues et de dialogues, Darracq plante l'histoire de ses personnages principaux dans les événements historiques du XX^{ème} siècle et donc dans le passé commun de la France et de l'Allemagne. Les sujets comme le pardon, la mémoire du passé et la construction d'amitiés sont mentionnés en permanence et mis en lumière sous différentes perspectives. Le jumelage entre les villes fictives de Saint-Victor et Riedefeld forme ainsi le cadre pour la réflexion intérieure de Marcel et ses recherches sur le passé de Kluge.

Malgré tous les doutes, « Rivier pouvait constater par lui-même que les Allemands, en gestes et en paroles, n'étaient pas venus à Saint-Victor en simples touristes, mais bien en amis cherchant à établir une relation de confiance. »

Dans son roman, Darracq explique combien les avis concernant un éventuel rapprochement franco-allemand pouvaient, à l'époque, être différents. En plus du souhait de créer un jumelage, il y avait également une opposition. Dans le roman, le cadeau de la délégation allemande, un jeune chêne, est coupé en deux, et le maire français se voit confronté à des oppositions fortes.

Aussi peu de temps après la guerre, il n'était pas évident pour tout le monde de réaccorder sa confiance envers un ancien ennemi et de faire abstraction des anciens préjugés et des anciennes peurs : « La guerre, ils ont ça dans le sang, les Boches! Et vous leur déroulez le tapis rouge ! », tel était le reproche de certains.

Rapport aux jumelages

Le roman de Darracq décrit en détail les antécédents communs des deux nations en mentionnant en permanence des épisodes de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce contexte, la naissance d'une amitié franco-allemande, comme dans le cadre de jumelages entre villes et communes, apparaît comme tout sauf une évidence. Le livre parle des différentes dimensions des jumelages, en commençant par les échanges scolaires. Des excursions communes, des manifestations le soir ainsi que des cours en commun y sont repris. Tous ceux qui s'engagent dans un jumelage se reconnaîtront dans beaucoup de passages: l'accueil de la délégation, les discours, la partie de pétanque, la communication en allemand, anglais et français et bien plus.

Bilan

Même si *Les griffes du passé* est un roman fictif, l'auteur a tenté de l'insérer dans un contexte historique important. Le rapprochement franco-allemand, le jumelage des deux villes ainsi que son boycott sont racontés clairement et familiarisent le lecteur avec le tiraillement dans lequel le rapprochement franco-allemand a eu lieu dans ses débuts. Même si les destins respectifs sont authentiques, ce n'est, bien évidemment, qu'une partie de la réalité historique qui a été reconstruite.

Le roman peut paraître fabriqué. Cependant, il vaut la peine d'être lu par tous ceux qui s'intéressent aux débuts du rapprochement franco-allemand en dehors des livres d'histoire traditionnels. Le roman convient également pour les cours d'école afin de transmettre la signification historique des jumelages lors de la réconciliation et afin d'expliquer les racines auxquelles remontent les multiples échanges d'aujourd'hui.

Sophie Reiher ► reiher@dfi.de

Le charme du Midi

Manfred Hammes est venu le 7 mai au dfi pour évoquer le Sud de la France, son « vieil amour ». Il a partagé ses impressions, ses souvenirs et son enthousiasme pour cette région dans un guide de voyage un peu différent des autres, « Durch den Süden Frankreichs – Literatur, Kunst, Kulinarik ».

Le voyage de Hammes à travers le Sud de la France a débuté lorsqu'à la cinquantaine, il a décidé de prendre une année sabbatique et qu'il fait l'acquisition d'une maison dans un coin perdu du Gard. Finalement, cette année a été suivie d'une seconde, puis d'une troisième et de nombreuses autres, durant lesquelles il a sillonné les environs avec sa femme et cheminé sur les traces d'artistes et d'hommes de lettres. Hammes a relaté lors de cette soirée au dfi nombre d'anecdotes et de détails largement ignorés qu'il a récoltés, entraînant ainsi son auditoire dans un voyage dans le temps et l'espace richement illustré. Il a évoqué les championnats du monde de « boules carrées » à Vézénobres (33 km au nord-ouest de Nîmes), l'un des seuls endroits où l'on joue aux boules avec des cubes de bois. Ou bien encore la charmante ville d'Arles, sise entre Montpellier et Marseille, au bord du Rhône, qui a un lien tout particulier avec Vincent Van Gogh. Ce dernier est arrivé à Arles en 1888, enchanté par la « lumière du Sud », et y a réalisé une multitude d'autoportraits ainsi que la série des tableaux aux célèbres tournesols. Hammes a raconté comment Van Gogh avait marqué ces lieux de son empreinte et a présenté un article tiré d'un journal local contemporain du peintre, relatant le fait qu'il s'était sectionné l'oreille. Il était également question d'autres



*Manfred Hammes signe des livres après sa lecture.
Source : dfi.*

peintres tels que Claude Mourier et Paul Gauguin, qui ont également été inspirés par Arles.

Pour allier la petite histoire à la grande, Hammes a choisi de s'attarder sur deux sujets incontournables, les platanes et la baguette. Il a ainsi raconté comment Napoléon avait fait planter le long de nombreuses routes du Midi des allées de platanes afin de protéger ses soldats du soleil durant leurs déplacements à pied. Selon la légende, c'est encore Napoléon qui serait à l'origine de

l'invention de la baguette, ayant voulu donner au pain une forme qui le rende plus facile à transporter pour les soldats durant leurs longues marches. « Le pain doit pouvoir tenir dans la poche du pantalon ! », disait l'empereur. Jusque-là, en France, le pain était fabriqué exclusivement sous forme de boule - d'où le nom de « boulanger ». « Si cette histoire est vraie ? Je vous réponds honnêtement, on ignore l'origine véritable de la baguette », a conclu Hammes.

Il a poursuivi son voyage en faisant une halte au Pont du Gard, construit par les Romains à l'origine comme aqueduc pour acheminer l'eau d'Uzès à Nîmes : « Jusqu'à ce jour, cela demeure une énigme, et pas seulement pour moi, de savoir comment les Romains sont parvenus à bâtir un aqueduc qui fonctionne si parfaitement, car les travaux de construction ont été menés simultanément en quatre endroits différents. Et qui plus est avec une pente très faible ! ». Il a poursuivi, émerveillé : « Imaginez-vous, le canal a la largeur de mes épaules ! ». Au pied de l'aqueduc, dans la vallée, poussent des oliviers, sur lesquels il a livré une information surprenante : lors du rude hiver 1956, la quasi-totalité des oliviers ont gelé dans le Sud de la France, c'est pourquoi l'on a replanté dans la vallée du Gard des oliviers venus d'Andalousie et âgés de mille ans, contredisant ainsi avec succès la règle qui veut qu'on ne puisse pas replanter un vieil arbre. « J'ai fait la même chose chez moi : dans mon jardin, j'ai aussi replanté des oliviers originaires d'Espagne... Mais naturellement, pas millénaires », a ajouté Hammes en guise de plaisanterie.

Manfred Hammes a donc partagé lors de cette soirée des éléments de l'histoire du Midi non pas comme on les trouve dans un livre d'histoire traditionnel et soporifique, mais de manière bien plus distrayante et évocatrice, en s'appuyant sur d'innombrables anecdotes et images collectées par ses soins. Il a dévoilé des menus secrets sur le Midi et a donné envie au public d'entreprendre à son tour le voyage vers le Sud pour découvrir cette magnifique région. Grâce au vin et au fromage rapporté de France par ses soins, les invités ont eu la possibilité, après la conférence, de prolonger le plaisir en savourant encore quelques spécialités crémières du Sud de la France.



*Manfred Hammes montre l'article, relatant le fait que Vincent van Gogh s'était sectionné l'oreille
Source : dfi.*

Ensemble dans la lutte contre le doryphore

Conférence avec la doctorante Margot Lyautey qui traitera des échanges franco-allemands sur les questions agricoles et sur la modernisation de l'agriculture française durant l'Occupation allemande (1940 – 1944) .

Dans l'historiographie française, la modernisation de l'agriculture au XX^{ème} siècle est généralement présentée sous deux angles opposés : certains auteurs dépeignent avec nostalgie une société paysanne préservée qui lui a été sacrifiée, tandis que d'autres au contraire parlent sans l'once d'un regret d'une « modernisation nécessaire » et de la fin d'un modèle socio-économique dépassé au profit d'innovations urgentes.

Dans la thèse de doctorat qu'elle prépare sous le titre « Modernisation de l'agriculture française pendant l'Occupation allemande (1940 -1944) », menée en cotutelle entre l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et l'Université de Tübingen, Margot Lyautey veut déterminer quel bien-fondé accorder, avec un recul de 75 ans, aux angles d'approche évoqués plus haut pour traiter cette question dans la France de Vichy, et surtout comment les méthodes de travail agricole se sont transformées à cette époque.

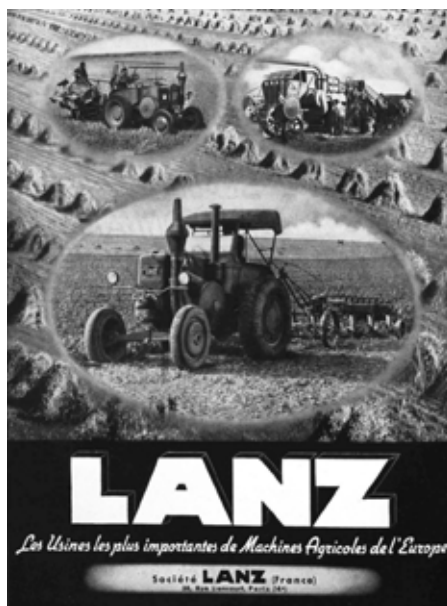
L'effort de modernisation qui a eu lieu à cette période peut surprendre, car l'opinion courante veut qu'il n'intervienne dans l'agriculture qu'après 1945. Cependant, si l'on analyse les changements que les agriculteurs français ont accompli ou plutôt ont dû accomplir durant la Seconde Guerre mondiale, il apparaît qu'ils ont eu une grande influence sur le développement de la production agricole après la fin de la guerre et qu'ils constituaient déjà les signes annonciateurs de l'industrialisation naissante de ce secteur.

Lyautey se fonde principalement dans ses recherches sur des travaux et des rapports plus anciens des acteurs de cette époque, puisque contrairement aux thèmes de l'approvisionnement et de l'alimentation pendant la Seconde Guerre mondiale, le développement de l'agriculture et de la politique agricole à cette époque ont fait l'objet de très peu d'études scientifiques jusqu'ici. Dans son analyse, elle adopte de manière systématique une approche franco-allemande et compare entre elles des sources dans les deux langues afin d'éviter de reprendre à nouveau des inexactitudes, tenues à tort pour des vérités dans l'historiographie nationale.

Dans ce contexte, elle souhaite aussi remettre en question la représentation largement répandue du régime de Vichy comme celle d'un régime traditionaliste et montrer que sous sa domination des innovations ont tout de même été lancées, tant par les occupants que par l'État français lui-même. Les occupants ont imposé en France à partir de 1940, comme dans d'autres pays conquis, pour la première fois, une planification agricole décrétée en haut lieu, qui avait pour objectif d'assurer l'approvisionnement des troupes et de la population. C'est la raison pour laquelle ils ont également déployé pour la première fois dans toutes les régions de France des conseillers agricoles qui devaient aider les agriculteurs à mieux exploiter leurs terres.

Dans sa conférence, Margot Lyautey abordera tout particulièrement deux exemples de modernisation et d'échange réciproque : d'une part la lutte contre le doryphore, insecte nuisible que les nazis redoutaient particulièrement, d'autre part la création du premier catalogue de variétés français, instauré dans la France de Vichy par des experts allemands.

Margot Lyautey viendra présenter son projet de thèse à l'Institut franco-allemand le mardi 16 juillet 2019 à 18:30, à la suite de quoi elle répondra aux questions et discutera avec le public.



Affiche publicitaire française pour les tracteur Lanz datant de 1941. Source : L'illustration, n°5133, juillet 1941.



L'intervenante Margot Lyautey.

Nous vous invitons à venir assister à cette manifestation, à laquelle vous pouvez vous inscrire par mail, par courrier ou par fax jusqu'au 15 juillet 2019.

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Str. 34
D-71634 Ludwigsburg
Tel: 07141 - 93 03 - 0
Fax: 07141 - 93 03 - 50
▶ veranstaltung@dfi.de
▶ <https://www.dfi.de/veranstaltung>

Mentions légales

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Straße 34
D-71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0)7141 93 03 0
Fax +49 (0)7141 93 03 50
▶ www.dfi.de
▶ info@dfi.de
Rédaction : Waltraut Kruse
Traduction : Céline Choppin, Bénédicte King,
Mathilde Dujardin, Sophie Reiher
Directeur de la publication :
Prof. Dr. Frank Baasner

Si vous souhaitez vous désabonner de notre lettre, veuillez cliquer sur ce lien .
▶ http://www.dfi.de/storno_fr

Un instrument de l'amitié franco-allemande

Camper autrement avec le GCU

Vous êtes campeur ? Vous aimez partir en France et y profiter du bien-vivre ? Vous savez en outre parler français ? Alors nous vous proposons de devenir membre du GCU, le Groupement des campeurs universitaires de France.



Vous y trouverez des emplacements au calme et propres, sans discothèques, animations et autres aquaparc. Le bénévolat et la gestion participative sont les principes qui régissent l'organisation. Ici, vous n'êtes ni client ni consommateur, mais responsable et membre de l'« assemblée de camp », qui se réunit une fois par semaine et réglemente ce qui se passe sur le camp. Ainsi, vos relations avec nos, et bientôt vos amis français, deviendront de plus en plus étroites, et vos connaissances linguistiques toujours meilleures.

Le GCU est la plus grande association privée de camping d'Europe : elle compte actuellement

48.000 membres. Environ 180 membres résident en Allemagne. L'association possède et gère 93 campings sur la base du volontariat et de l'autogestion et, à l'exception de quelques employés travaillant à son siège, elle est gérée par des bénévoles. Les camps sont très bien situés, la cotisation (pour tous les vacanciers présents sur les sites) est actuellement de 26 € par personne et par an, et de seulement 10 € par an pour les 18 - 26 ans. Les tarifs sont toujours inférieurs à ceux pratiqués par les campings voisins et incluent l'électricité et l'usage des machines à laver. Grâce à la participation à l'« assemblée de camp » et à

une demi-journée de travail une fois par mois, les contacts se nouent facilement entre les campeurs. Cependant, il est nécessaire de pouvoir communiquer en français. Cela signifie en outre que l'offre du GCU en France s'adresse en priorité aux campeurs « francophiles ».

Vous trouverez toutes les informations utiles sur le site :

► www.gcu.asso.fr

Sous l'onglet « Vie de l'association », « Les antennes en Europe - Allemagne », vous trouverez un dépliant pour les germanophones.

La personne à joindre en Allemagne est Hans-Joachim Mauer à Korb, qui peut être contacté par e-mail à l'adresse :

Hans-Joachim Mauer ► hjmauer@freenet.de.

L'UFA, partenaire d'écoles d'été et d'ateliers de recherche

L'UFA a lancé en début d'année trois appels à projets destinés à soutenir l'organisation de manifestations scientifiques pour jeunes chercheurs : un appel à projet blanc et deux appels à projets thématiques portant l'un sur le numérique, et l'autre sur l'Europe.

La prochaine date limite de soumission des demandes de financement a été fixée au 15/06/2019. Ces appels à projets sont également ouverts aux établissements non membres de l'UFA.

Contact :
Maria Leprévost ► leprevost@dfh-ufa.org



École d'été « Drive me: Intelligent Cars on Digital Roads ». Source : BMW Group.



Forum franco-allemand « Allez Hop ! » sur l'entrepreneuriat culturel

L'UFA a participé à Mannheim, du 3 au 5 avril, au Forum « Allez Hop ! Digital Futures in Culture » dédié aux industries culturelles et créatives, co-organisé par l'Institut Français d'Allemagne, le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères et STARTUP MANNHEIM. Elle a contribué au workshop « Educational Policy Framework », aux sessions d'échange « World Cafés » et à la restitution de la table-ronde sur l'éducation.

Contact : Isabelle Maras, experte internationale,
► maras@dfh-ufa.org

Gateway to the Arctic 2019 – Perceiving Arctic Change

Climate, Society and Sustainability

Une vingtaine de jeunes chercheurs en sciences humaines et sociales et en sciences ont participé du 25 au 27 mars 2019 au séminaire franco-allemand « Gateway to the Arctic » sur le changement climatique en Arctique.

Organisé par l'Alfred-Wegener-Institut (AWI) Helmholtz Zentrum für Polar- und Meeresforschung, l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, l'Université Paris-Saclay, le Helmholtz-Verband Regionale Klimaänderung (REKLIM), l'AWI Klimabüro, cet atelier a été réalisé avec le soutien financier de l'UFA.

Contact :
Maria Leprévost ► leprevost@dfh-ufa.org



Les participants du séminaire „Gateway to the Arctic 2019“ à Bremerhaven.
Source : Nadine Hillenbrand AWI.